



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article665>

**« Le plus important, et je le dis
à mes amis européens, ce ne
sont pas les marchés
financiers » Entretien avec
Ólafur Ragnar Grímsson, élu
cinq fois à la tête du «
laboratoire » islandais.**



Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2013

- L'Association - Activités -

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

L'Association pour une Constituante a, depuis l'origine (voir <http://www.pouruneconstituante.fr/s...>), rendu compte et analysé les événements en Islande. Elle a, le mardi 22 janvier, organisé une rencontre débat à l'école Normale Supérieure avec Madame Berglind Ásgeirsdóttir, ambassadeur d'Islande (Voir <http://www.pouruneconstituante.fr/s...>)

Cette semaine, le Président islandais Ólafur Ragnar Grímsson, était en visite officielle, auréolé des succès islandais contre la crise, et du rôle qu'il a joué dans ce redressement spectaculaire, en décidant à deux reprises de consulter le peuple par référendum. Quatre ans après l'explosion des banques islandaises, son pays redémarre plus fort que la plupart des autres en Europe, et il vient de gagner une bataille devant la justice européenne. L'État islandais, a jugé la cour de l'Association européenne de libre-échange (AELE) fin janvier, était dans son droit quand il a refusé de rembourser les épargnants étrangers qui avaient placé leur argent dans ses banques privées. Ainsi, si vous voulez que votre économie soit compétitive sur le secteur des technologies innovantes, le fait d'avoir un gros secteur bancaire est une mauvaise nouvelle, même s'il est performant.

Lundi dernier, 25 février, lors d'une réception à l'ambassade, André Bellon, Président de l'Association pour une Constituante, a rencontré Le Président islandais Ólafur Ragnar Grímsson. Il a eu l'occasion de saluer le courage et la capacité d'opposition aux forces financières mondialisées qu'a eu ce représentant du peuple islandais (cliquer sur les photos ci-dessous).





Ólafur Ragnar Grímsson, Mme Berglind Ásgeirsdóttir, André Bellon ***

*Nous reproduisons ci-dessous l'entretien que le Président islandais a accordé au journal en ligne **Rue 89** que nous remercions pour la publication.*

Rue89 : Vous avez évoqué avec François Hollande les leçons à tirer du redressement Islandais. Quelles sont-elles ?

Ólafur Ragnar Grímsson : Si vous comparez avec ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Europe, l'expérience réussie de l'Islande s'est avérée différente sur deux aspects fondamentaux.

Le premier, c'est que nous n'avons pas suivi les politiques orthodoxes qui se sont imposées depuis trente ans en Europe et dans le monde occidental. Nous avons laissé les banques faire faillite, nous ne les avons pas renflouées, nous les avons traitées comme d'autres entreprises. Nous avons instauré des contrôles des changes. Nous avons essayé de protéger l'État providence, refusant d'appliquer l'austérité de façon brutale.

Seconde grande différence : nous avons très vite pris conscience que cette crise n'était pas seulement économique et financière. C'était aussi une profonde crise politique, démocratique et même judiciaire. Nous avons donc engagé des réformes politiques, des réformes démocratiques, et même des réformes judiciaires [un procureur spécial, doté d'une équipe, a été chargé d'enquêter sur les responsabilités de la crise, ndlr]. Ce qui a permis à la nation d'affronter le défi, de façon plus large, plus globale que la simple exécution de politiques financières ou budgétaires.

L'Islande compte 320 000 habitants. Ces politiques sont-elles exportables dans des pays plus grands, comme la France ?

D'abord, j'hésite toujours à donner des recommandations concrètes à d'autres pays, parce que j'ai entendu tant de

mauvaises recommandations prodiguées au mien !

Ce que je peux faire, c'est simplement décrire ce que l'Islande a fait, et chacun peut en tirer ses propres leçons. Mais il est clair que nombre des choix que nous avons faits pourraient l'être dans d'autres pays. Par exemple, se garder d'une austérité trop stricte.

Vous avez pourtant suivi une politique d'austérité assez rude...

Bien sûr. Mais l'un des axes des politiques orthodoxes est de couper de façon agressive dans les dépenses sociales. Ce n'est pas ce que nous avons fait. Nous avons protégé les ménages les plus modestes. L'approche large de la crise - politique et judiciaire - peut aussi être suivie dans d'autres pays que l'Islande. La mesure qui est impossible à appliquer en France ou dans d'autres pays de la zone euro, c'est évidemment la dévaluation de la monnaie.

Pour ce qui est de ne pas avoir sauvé les banques, l'Islande avait-elle vraiment le choix ? Et serait-ce possible de laisser des grandes banques européennes sombrer ?

Nos banques étaient importantes. Elles pesaient dix fois la taille de notre économie. Je ne dis pas que la taille ne compte pas. Mais si vous voulez parler en terme de taille, posez-vous la question : est-ce que le Portugal est un grand ou un petit pays ? Est-ce que la Grèce est un grand pays ou un petit pays ?

Pouvions-nous faire autre chose que laisser nos banques faire faillite, c'est un débat ouvert. Mais de toute façon, cela correspondait à un choix. Ces banques étaient privées : pourquoi des entreprises dans le secteur bancaire seraient-elles traitées différemment de compagnies privées dans d'autres secteurs comme les technologies de l'information, Internet, les compagnies aériennes ? Ces entreprises sont tout aussi indispensables à nos sociétés, mais on les laisse faire faillite. Même les compagnies aériennes. Pourquoi les banques sont-elles traitées comme des lieux saints ?

La réponse traditionnelle, c'est que leur faillite peut en entraîner d'autres et mettre le système financier à terre : il y a un risque « systémique ».

Ça c'est l'argument avancé. Mais regardez ce qui s'est passé en Islande avec l'affaire Icesave. Le gouvernement britannique et le gouvernement néerlandais, soutenus par l'Union européenne, voulaient que le contribuable islandais rembourse les dettes de cette banque privée, au lieu de laisser le syndic de liquidation être responsable de ces dettes.

J'ai alors fait face à un choix : fallait-il soumettre la question au référendum ? Une armée d'experts et d'autorités financières me disaient : si vous autorisez les gens à s'exprimer, vous isolerez financièrement l'Islande pour des décennies. Le scénario catastrophe serait sans fin... J'étais devant un choix fondamental entre les intérêts financiers d'un côté, et la volonté démocratique du peuple de l'autre. Et je me suis dit : la partie la plus importante dans nos sociétés - et je le dis aussi à mes amis européens -, ce ne sont pas les marchés financiers. C'est la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit. Quand nous sommes face à une crise profonde, que ce soit la crise islandaise, ou la crise européenne, pourquoi ne laisserions-nous pas l'élément le plus important de nos sociétés guider la voie à suivre ? C'est ce que j'ai fait. Nous avons organisé deux référendums. Et dès le premier trimestre après le référendum, l'économie a redémarré. Et depuis, ce redressement se poursuit. Maintenant nous avons 3% de croissance, l'une des plus élevée d'Europe. Nous avons 5% de chômage, l'un des taux les plus bas. Tous les scénarios de l'époque, d'une faillite du système, se sont révélés faux.

L'épilogue a eu lieu le mois dernier : la cour de l'AELE nous a donné raison. Non seulement notre décision était juste, était démocratique, mais elle était aussi juridiquement fondée. Mes amis européens devraient réfléchir à tout cela avec un esprit ouvert : pourquoi étaient-ils autant dans l'erreur, politiquement, économiquement et juridiquement ? L'intérêt de se poser cette question est plus important pour eux que pour nous, car ils continuent, eux, à lutter contre la crise et car ils s'appliquent à eux-mêmes certains des principes et des arguments qu'ils utilisaient contre nous.

Le service que peut rendre l'Islande, c'est donc d'être une sorte de laboratoire, qui aide les pays à réévaluer les politiques orthodoxes qu'ils suivent. Je ne vais pas dire à la France, la Grèce, l'Espagne, le Portugal ou l'Italie, faites-ci ou faites ça. Mais la leçon donnée par l'expérience de ces quatre dernières années en Islande, c'est que les scénarios alarmistes, assenés comme des certitudes absolues, étaient à côté de la plaque.

L'Islande est devenue un modèle, une source d'espoir pour toute une partie de l'opinion, spécialement chez la gauche anticapitaliste. Cela vous plaît-il ?

Ce serait une erreur que de voir notre expérience à travers cette vieille grille de lecture politique. En Islande, les partis de droite et de gauche ont été unanimes sur la nécessité de protéger le système social. Personne, à droite ou au centre, n'a défendu ce que vous appelleriez des « politiques de droite ».

C'est la voie nordique...

Oui, c'est la voie nordique. Et si vous regardez ce qui s'est passé dans les pays nordiques ces 25 dernières années, tous ont connu des crises bancaires : Norvège, Finlande, Suède, Danemark et enfin Islande, où nous avons toujours un temps de retard. Ce qui est intéressant, c'est que nos pays se sont tous redressés relativement vite.

Regrettez-vous d'avoir vous-même encouragé le développement de la banque dans les années 2000 ? A l'époque, vous compariez l'Islande à une nouvelle Venise ou Florence ?

Pendant la dernière décennie du XXe siècle et les premières années du XXIe siècle, des entreprises pharmaceutiques ou d'ingénierie, technologiques, bancaires se sont développées et ont procuré aux jeunes Islandais éduqués, pour la première fois de notre histoire, la possibilité de travailler sur une échelle globale, sans avoir besoin de quitter le pays.

Les banques faisaient partie de cette évolution. Elles se portaient bien. En 2006 et 2007, on a commencé à entendre des critiques. Je me suis demandé alors : que disent les agences de notation ? Elles dressaient pour les banques islandaises un très bon bulletin de santé. Les banques européennes et américaines faisaient toutes du business avec nos banques, et désiraient toutes en faire davantage ! Les agences de notation, les grandes banques, tout le monde avait tort. Et moi aussi. Ce fut une expérience coûteuse, que notre pays a payée très cher : nous avons connu une crise profonde, des émeutes... Nous nous en souviendrons longtemps.

Aujourd'hui, les gens continuent à écouter les agences de notation. Il faudrait leur demander : si vous vous étiez autant trompés sur les banques islandaises, pourquoi auriez-vous raison aujourd'hui sur le reste ?

Ce que vous appelez les « émeutes » ne fait-il pas partie de la nécessaire « approche politique » de la crise, que vous décriviez il y a un instant ?

Je ne dirais pas cela ainsi. L'Islande est une des démocraties les plus stables et sûres du monde, avec une cohésion sociale solide. Et pourtant, à la suite de la faillite financière, la police a dû défendre le Parlement jour et nuit, la

Banque centrale, les bureaux du Premier ministre...

Si une crise financière peut, dans un laps de temps très court, plonger un tel pays dans une si profonde crise politique, sociale et démocratique, quelles peuvent être ses conséquences si elle survient dans des pays qui ont une expérience plus courte de stabilité démocratique ? Je peux vous dire que pendant les premières semaines de 2009, quand je me réveillais, ma crainte n'était pas de savoir si on retrouverait ou pas le chemin de la croissance. C'était de savoir si on ne vivait pas l'effondrement de notre communauté politique stable, solide et démocratique.

Mais nous avons eu la chance de pouvoir répondre à toutes les demandes des manifestants : le gouvernement est tombé, des élections ont été organisées, les directions de la Banque centrale et de l'autorité de surveillance des banques ont été remerciées, nous avons mis en place une commission spéciale pour enquêter sur les responsabilités, etc.

Cette idée, répandue dans les sociétés occidentales, que les marchés financiers doivent représenter la part souveraine de notre économie, et devraient être autorisés à grossir sans contrôle et dans la mauvaise direction, avec pour seule responsabilité de faire du profit et se développer... Cette vision est très dangereuse. Ce qu'a démontré l'Islande, c'est que lorsque ce système a un accident, cela a des conséquences politiques et démocratiques dramatiques.

Dans cette approche politique, un projet de nouvelle Constitution a été élaboré par une assemblée de citoyens élus. Il semble que le Parlement ne soit pas pressé de la voter avant les élections du 17 avril. Pensez-vous qu'elle restera mort-née ?

La Constitution actuelle a joué son rôle dans la crise : celui de tenir des élections, d'organiser des référendums... Cela ne veut pas dire qu'elle est parfaite, elle peut être améliorée.

Avec la crise, le besoin de rénover notre système politique s'est exprimé. On a donc déclenché un processus de réforme constitutionnelle très innovant : une assemblée de citoyens a été élue, les citoyens ont été consultés par Internet... Mais selon moi, ils n'ont pas eu assez de temps : quatre mois seulement. Seuls des surhommes auraient pu faire un texte parfait en seulement quatre mois.

Ces derniers six mois, il y a eu au Parlement un débat, des propositions... Le Parlement va peut-être adopter certaines mesures, ou va peut-être s'entendre sur une façon de poursuivre le processus, ou va adopter une réforme plus complète. Nul ne le sait.

La dévaluation a aidé au redémarrage de l'Islande. L'idée de rejoindre un jour l'euro est-elle écartée à jamais ?

La couronne a été une partie du problème qui a conduit à la crise financière, mais elle a été aussi une partie de la solution : la dévaluation a rendu les secteurs exportateurs (pêche, énergie, technologies...) plus compétitifs, ainsi que le tourisme, bien sûr. Les pays de la zone euro (Wikimedia commons)

Il y a une chose dont on n'a pas encore bien pris conscience dans les pays d'Europe continentale. Les pays du nord de l'Europe - Groenland, Islande, Grande-Bretagne, Norvège, Danemark, Suède...- n'ont pas adopté l'euro, à part la Finlande. Aucun de ces pays n'a rejoint l'euro.

Et comparativement, ces pays s'en sont mieux tirés, économiquement, pendant ces années qui ont suivi la crise de

2008, que les pays de la zone euro, Allemagne exceptée.

Il est donc difficile d'arguer aujourd'hui que l'adhésion à l'euro est une condition indispensable à la réussite économique. Pour ma part, je ne vois pas d'argument nouveau qui justifierait l'adhésion de l'Islande à l'euro.

Adieu la banque : où les jeunes Islandais ayant fait des études supérieures vont-ils être employés ?

Les banques, que ce soit en Islande ou ailleurs, sont devenues des entreprises très technologiques, employant de nombreux ingénieurs, informaticiens, mathématiciens. Elles ont détourné les talents des secteurs innovants, comme les hautes technologies ou les technologies de l'information.

Après la chute des banques, ces talents se sont retrouvés sur le marché du travail. En six mois, ils avaient tous été embauchés... Et les entreprises technologiques ou de design se sont développées très rapidement depuis trois ans. Des centaines de nouvelles compagnies ont été créées. Je suis heureux de constater que les jeunes générations ont répondu à la crise de façon très créative.

Propos recueillis par Pierrestrato